

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22008 - 81ÈME ANNÉE

**10 000 touristes à haut pouvoir d'achat par semaine**

## En 3 ans, Emirates a fourni plus d'un million de riches touristes à Maurice : impossible à La Réunion



Pendant que Emirates propulse Maurice vers des records touristiques, La Réunion reste à l'écart. La cause n'est pas géographique mais politique : le verrou des visas imposé par France, le coût excessif de la vie à cause de la surrémunération et le sous-développement des infrastructures touristiques ferment notre île aux voyageurs du monde. Résultat : dépendance, manque à gagner et générationns sacrifiées.

Entre 2022 et 2025, la compagnie Emirates a transporté plus d'un million de visiteurs vers Maurice, soit plus d'un cinquième des arrivées enregistrées sur la période. En 2025, l'île sœur a accueilli 1 436 250 touristes, un sommet historique, en hausse de 3,9 % sur

un an. Sur la même période, Emirates a fait progresser de 5,7 % le nombre de passagers acheminés vers Maurice, atteignant environ 309 000 voyageurs, contre 207 000 en 2022.

### 2 A380 et 1 Boeing 777-300ER tous les jours de Dubaï à Maurice

Cette dynamique s'appuie sur un renforcement massif de la desserte. Depuis décembre 2025, trois rotations quotidiennes relient Dubaï à Maurice, dont deux en A380 et une en Boeing 777-300ER, représentant plus de 10 000 sièges par semaine. À cela

s'ajoute la montée en gamme avec l'introduction d'un Boeing 777 rénové doté d'une cabine Premium. L'objectif est clair : capter une clientèle internationale à fort pouvoir d'achat transitant par le hub de Dubaï.

Les flux proviennent majoritairement d'Europe — Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Belgique, Suisse ou Pays-Bas — mais la stratégie vise aussi les États-Unis, la Chine, la Corée du Sud, les Émirats arabes unis ou l'Arabie saoudite. En diversifiant ses marchés, Maurice réduit sa dépendance historique et consolide toute sa chaîne touristique : hôtellerie, restauration, excursions, transports, emplois directs et indirects. Les recettes devraient dépasser les 2 milliards d'euros en 2025, confirmant le rôle moteur du secteur.

Dans le même temps, Madagascar et les Seychelles bénéficient eux aussi de l'apport d'Emirates. Une île manque pourtant à l'appel : La Réunion.

### **La Réunion n'est pas accueillante pour les riches touristes asiatiques ou africains**

Pourquoi cette absence ? À La Réunion, l'entrée sur le territoire est régie par les règles fixées par France. Si les ressortissants de l'Union européenne peuvent voyager aisément, il n'en va pas de même pour les visiteurs venus d'Asie, d'Afrique ou du Moyen-Orient. Là où Maurice ou Madagascar délivrent des visas à l'arrivée, La Réunion impose des démarches préalables auprès d'un consulat français : justificatifs financiers, assurance santé, billet retour, hébergement, frais non remboursables en cas de refus. Et possibilité d'être obligé de compter son argent en public sur simple demande du fonctionnaire contrôlant les passeports à l'arrivée à La Réunion.

Ce parcours dissuasif envoie un signal négatif à des voyageurs habitués à la fluidité des grands hubs internationaux. Une compagnie comme Emirates fonde ses choix sur l'accessibilité, la simplicité et la qualité d'accueil offertes à ses passagers internationaux. Si ces conditions ne sont pas réunies, l'intérêt économique s'efface.

### **La Réunion est une destination hors de prix à cause de la surrémunération versée par Paris**

Les conséquences sont lourdes. Le tourisme réunionnais demeure largement affinitaire et centré sur l'Europe, un continent fragilisé par les crises et l'érosion du pouvoir d'achat. Les touristes européens peuvent facilement trouver une destination où le prix du billet d'avion et le coût de la vie sont moins élevés. A cause de la surrémunération versée par Paris, La Réunion est une destination hors de prix. De plus, l'importation de l'extrême droite française a donné lieu à une progression intolérable du vote raciste ce qui donne de La Réunion l'image d'un pays peu accueillant, nourrissant un complexe de supériorité vis-à-vis de tout ce qui ne vient pas de France. Pendant ce temps, des milliers de voyageurs à fort pouvoir d'achat choisissent Maurice ou Madagascar, où l'entrée est plus simple et l'environnement perçu comme plus ouvert.

### **Voulons-nous participer pleinement à la dynamique de l'Afrique et de l'océan Indien ?**

Au-delà des chiffres, c'est un choix de société qui se dessine : rester arrimé à un modèle dépendant des transferts publics ou ouvrir réellement notre île sur son environnement régional et international. L'exemple mauricien démontre qu'une politique d'accessibilité cohérente, adossée à une stratégie aérienne ambitieuse, peut transformer une destination. La Réunion dispose d'atouts naturels et humains indéniables. Mais sans maîtrise des conditions d'accueil et sans adaptation des règles d'entrée aux réalités de son bassin géographique, elle se prive d'un levier majeur de développement. La question est désormais politique : voulons-nous participer pleinement à la dynamique de l'océan Indien ou rester spectateurs des succès de nos voisins ?

**M.M.**

## **Témoignages**

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

## L'impasse d'un système néocolonial

# Défaillances d'entreprises en hausse depuis 4 ans : la crise d'un modèle imposé aux anciennes colonies françaises intégrées à la République française

La hausse des défaillances dans les anciennes colonies intégrées à la République illustre l'impasse d'un système néocolonial : ces territoires sont transformés en marchés captifs où les transferts publics venus de France alimentent des profits privés rapatriés vers la France, lointain pays d'outre-mer, au lieu de financer un véritable développement productif local.

En 2025, 2 832 redressements et liquidations judiciaires ont été enregistrés dans les anciennes colonies françaises intégrées à la République alerte une étude de l'IEOM publiée ce 27 février 2026. Quatre années consécutives de hausse : +12,2 % sur un an, contre 3,5 % pour la France. L'écart se creuse. Ce décrochage n'est pas un accident statistique. Il révèle l'essoufflement d'un modèle économique imposé aux anciennes colonies françaises devenues départements ou collectivités, maintenues dans une dépendance structurelle.

### **La lessiveuse du système néocolonial**

Le principe est connu : ces territoires fonctionnent comme des économies de transfert. Les financements publics venus de France irriguent la consommation locale, mais une part significative de la valeur créée repart vers la France sous forme de dividendes, de marges commerciales ou de contrats captés par des groupes étrangers. Au lieu d'encourager l'émergence de filières productives autonomes, le système privilégie l'importation et la distribution.

Les chiffres sectoriels confirment cette fragilité. À l'exception de l'information-communication, tous les secteurs voient les défaillances augmenter. Le transport et l'entreposage bondissent de +28,6 %, l'hébergement-restauration de +25,2 %, les conseils et services aux entreprises de +24,6 %. Même lorsque la hausse ralentit dans l'industrie (+6 %) ou le commerce automobile (+3,4 %), la dynamique reste négative. La construction, pilier artificiel soutenu par la commande publique, repart à la hausse au dernier trimestre.

Dans les territoires, l'aggravation est généralisée. En Guadeloupe, les défaillances frôlent 500 cas en 2025 (+44,3 %), un doublement en trois ans. En Guyane, elles ont triplé pour atteindre 168, l'arrivée à échéance des aides post-crise sanitaire révélant la dépendance des entreprises à des soutiens extérieurs. En Martinique, le seuil des 500 est franchi pour la première fois depuis 2013 (+15,6 %), tiré par l'hébergement-restauration et la construction.

La Réunion apparaît en léger recul sur un an (-1,2 %), grâce à une décrue dans la construction après un pic historique en 2024. Mais cette amélioration relative masque une vulnérabilité persistante : les services aux ménages y enregistrent une hausse significative des défaillances. Autrement dit, la base productive reste étroite et exposée aux moindres variations de trésorerie.

La Kanaky Nouvelle-Calédonie limite la casse grâce à des dispositifs exceptionnels après la crise de 2024. En Polynésie, la diminution engagée depuis trois ans se confirme (-18,6 % en 2025). Ces situations contrastées ne remettent pas en cause la tendance lourde : la majorité des anciennes colonies françaises intégrées à la République française subissent une pression accrue.

Derrière ces données, une réalité politique s'impose. Tant que ces territoires seront considérés comme des espaces de conversion de transferts publics en profits privés rapatriés vers la France, la dynamique productive locale restera entravée. Les aides compensent sans transformer. Elles soutiennent la consommation mais pas la souveraineté économique.

La multiplication des défaillances d'entreprises n'est donc pas seulement le symptôme d'une conjoncture difficile. Elle traduit la crise d'un modèle centralisé qui organise la dépendance et freine le développement endogène. Sans réorientation vers la production locale, la diversification et la maîtrise des chaînes de valeur, la spirale des défaillances risque de se poursuivre, creusant encore le sous-développement.

**M.M.**

# Oté

## « Li songn son kann koud'baton » : In kozman pou la rout

Mézami nout toute i koné pou soign in plantassion i fo wi done ali lo soin. San soin, kont pa dsi li pou ou gingn in bon rékolt... Konbien foi mwin la fine oir d'moune bonbard zot plantaz avè dolo prèssyon si tèlman wi santi lo bann plant apré soufèr. Aprés a i matrak lo bann plante kou d'langré é lo pov tèr sirman li dmann pou kossa i maltrète ali konmsa.

Défoi wi lir dsi l'internet, dann in partikil la tèr néna milyon é milyon bann pti zorganism vivan é konm sé zot i fé viv la tèr zot i yèmré bien k'i détrui pa zot konmsa san rofléshir si tèlman k'boudikont i rèss in tèr stéril na pwin arien pou done aou pars ou la fine détruir ali é final de kont i rèss arienk in matyèr stéril, kékshoz mor olèrk in substrata bien vivan pou done son fors épi son rishèss lo manjé l'imanité apré kour déyèr tou lé zour shak jour.

Mi anparl langré, mé mi pé galman an parl dézèrban épi dézinsèktizan mé i gingn pa arien d'bien si wi ansèrv bann poizon konm lagrikiltir modèrn i obliz demoune fé koméla. Songn son kann kou d'baton lé bon ni pou zot, ni pou l'moune, ni pou la tèr, ni pou lo kann, ni pou done demoune son rishèss ou la bien bézwin.

A bon antandèr salu !

*Justin*